



## Alerte pour la santé et la Sécurité Sociale

Des organisations signataires de cet appel ont questionné la population sur l'accès aux soins : le constat est effrayant : difficulté d'accès à un médecin, personnel hospitalier débordé, dépassements d'honoraires ...

### Et le gouvernement Barnier prévoit de nouvelles économies !

Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2025, actuellement en débat au parlement veut

→ **augmenter le ticket modérateur des consultations**, pénalisant les assurés sociaux directement pour le plus de 2 millions de personnes sans mutuelle ou indirectement par la hausse des cotisations des mutuelles.

→ **Ce sont aussi des mesures pour réduire les dépenses d'arrêts de travail ou de transports sanitaires**, comme si la population choisissait d'être malade ou d'habiter loin de l'hôpital, alors même que des services de proximité ferment et que la réduction des durées d'hospitalisation multiplie les allers et retour à l'hôpital.

→ **L'hôpital est mis à la diète** : alors même que la Fédération Hospitalière de France, dirigée par Arnaud Robinet, soutien de l'actuel gouvernement, demande 6 % d'augmentation de l'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie), ce n'est que 3,1 % qui serait consenti aux hôpitaux, la moitié consacrée d'ailleurs à l'augmentation des cotisations retraites des salariés de la fonction publique hospitalière.

**L'hôpital nord Ardennes est un des rares à ne pas être en déficit : pour ce faire il a fermé de nombreux services à Sedan dont la maternité !**

## RÉUNION PUBLIQUE

**Mercredi 20 novembre 18 h 30**

Salle de Nevers à Charleville-Mézières

**La Sécurité Sociale en danger  
avec Victor DUCHESNE**

Docteur en économie, spécialiste de la protection sociale

**La Sécurité sociale c'est « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».**

**C'est à elle que nous devons l'allongement de l'espérance de vie !**

Aussi nous ne pouvons accepter l'objectif du PLFSS 2025 : « *Contribuer au redressement des finances publiques... pour ramener le déficit sous le seuil des 3 % en 2029* », **c'est la négation de la Sécurité sociale.**

**Les autres branches de la Sécurité Sociale sont aussi menacées : les retraites ne suivent pas l'inflation, les EHPAD et les services d'aide à domicile sont étranglés :** il y a besoin d'investir

dans le service public si on ne veut pas que des scandales comme Orpéa se multiplient. Et l'on voit fleurir des propositions comme celle de la Mutualité française de généraliser la couverture dépendance et l'adosser à la complémentaire santé, une proposition portée avec France Assureurs. Il ne s'agit rien moins que la privatisation de la protection sociale !

**Le gouvernement n'a qu'un mot à la bouche : la réduction des dépenses !** Et si on augmentait les cotisations, en appliquant aussi le principe de la Sécurité Sociale aux employeurs : « à chacun selon ses moyens », en augmentant les cotisations de ceux qui font le plus de profits ? La modeste « réforme » des exonérations patronales ne fait pas le compte alors que l'ensemble des aides aux entreprises avoisine les 200 milliards, soit 14 % des dépenses publiques !

**Nos organisations ont décidé une campagne de longue durée pour la défense et le développement de la Sécurité Sociale : en 2025 nous fêterons le 80<sup>ème</sup> anniversaire de cette magnifique avancée sociale, tant menacée.**

Signez et faites signer la pétition contre les dépassements d'honoraires et autres restes à charge en santé initiée par Convergence des Services Publics disponible sur [Leslignesbougent](https://www.leslignesbougent.org)

*A l'initiative du comité de défense des hôpitaux de proximité des Ardennes, de la CGT 08, de la FSU, de la LDH08, de la Mutuelle de France Unie, de LFI, PCF, PS, des retraités CGT, FSU et Solidaires*

